

## LE SNAPO TIENDRA DEMAIN SON CONGRÈS

## Quel rôle pour le pharmacien d'officine ?

**Le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo) tiendra demain son quatrième congrès. Un événement qui intervient alors que le marché du médicament continue de connaître des dysfonctionnements.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)**  
- Le congrès marque la fin d'un mandat et réunira des délégués représentant 45 wilayas. Il sera surtout l'occasion de faire le point sur les nombreuses actions menées par le Snapo. Ce dernier avait fait de la question de l'application des nouvelles marges bénéficiaires son cheval de bataille.

En dernier recours, le syndicat avait adressé une lettre ouverte au président de la République qui sonne comme un véritable SOS pour la préservation du métier de pharmacien

d'officine. «Nous venons par la présente lettre ouverte attirer votre attention sur la très grande précarité de la profession et son risque de faillite suite au retard accusé dans l'application des nouvelles marges bénéficiaires comme annoncé par le communiqué présidentiel du 15 septembre 2008. L'officine est au bout du rouleau, et risque, faute de moyens financiers, de ne plus être en mesure de poursuivre les sacrifices qu'elle a déjà consentis», écrivait en mai dernier le président du Snapo qui ajoutait : «Nous vous lançons un appel de détresse, afin de venir au secours de cette pharmacie algérienne, qui ne cesse de subir les contrecoups de conditions économiques totalement défavorables. Nous vous prions de donner les instructions nécessaires, pour que les services concernés finalisent le projet de décret sur les marges bénéficiaires. Ce pro-



Les officines rencontrent de sérieux problèmes.

jet annoncé, mais ajourné à maintes reprises, n'a plus aucune raison d'attendre encore.»

Le Snapo considère, en effet, que le marché du médicament a connu d'énormes bouleverse-

ments et changements. Ces derniers, estime le syndicat, «ont eu un effet dévastateur et déstabilisateur, non seulement sur la facture des importations et les dépenses des caisses de

Sécurité sociale, mais aussi sur la situation économique des officines qui rencontrent de sérieux problèmes pour répondre aux besoins en soins de la population».

Pourtant, l'adoption d'un nouveau système actualisé de marges avait donné lieu à beaucoup d'espoir chez les pharmaciens d'officine. Il est même considéré comme «une bouffée d'oxygène à l'officine pour lui assurer sa survie et son indépendance, afin qu'elle puisse poursuivre non seulement son rôle de soignant mais aussi de régulateur économique par une intervention directe sur la réduction de la facture du médicament».

L'annonce de ces mesures avait été perçue par les pharmaciens comme «un signe de reconnaissance face aux efforts qu'ils ont réalisés pour faire aboutir des projets fondamentaux» comme l'encouragement du générique, l'application du tarif de référence et l'encouragement et protection de la production nationale.

N. I.

## LE SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR LES CRIMES DE GUERRE Le rendez- vous avec l'histoire

La maison de la culture de Béjaïa abritera les 24 et 25 juin prochains un séminaire international sur les crimes de guerre, le Tribunal pénal international (TPI) et les droits de l'homme, regroupant d'importantes personnalités du monde judiciaire. Le rendez-vous avec l'histoire est donc pris grâce au concours de la coordination du bâtonnat de Sétif qui a initié cette manifestation unique en son genre.

A la veille de cette rencontre internationale parrainée par le président de la République, M<sup>e</sup> Driss Abderrahmane, porteparole de la coordination, a organisé une conférence de presse dans la journée d'hier à la cour de Béjaïa, dans le but de communiquer les principaux thèmes du séminaire qui traitera, entre autres, les crimes de guerre commis par le colonialisme français lors des tragiques événements du 8 Mai 45, les essais nucléaires de 1961 dans le sud du pays. Lors des débats de cette manifestation qui regroupera plusieurs experts du monde judiciaire, il sera question d'aborder des sujets ayant trait au génocide israélien perpétré sur les enfants de Ghaza, à la saisine du TPI, aux procédures de qualification de crime ainsi qu'à l'application du droit international et aux rôles du tribunal international dans le monde politique. Selon le conférencier, plusieurs pays, à savoir la France, l'Espagne, le Liban, la Palestine, prendront part à ce séminaire avec la présence de témoins ayant vécu les cauchemars de ces exactions inscrites dans l'histoire des deux guerres mondiales.

Kamel Gaci

**La part de la France dans les projets architecturaux et urbanistiques nationaux est faible, voire absente. Une absence que les architectes et urbanistes français cherchent à compenser, dans le contexte d'aisance financière en Algérie, même si aucun projet concret et nouveau n'est annoncé.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Des organisateurs des Rencontres franco-algériennes sur l'architecture et l'urbanisme, qui se tiennent depuis hier et jusqu'au 22 juin à Alger et à Constantine, ont animé hier à l'hôtel El-Djazaïr une conférence de presse sur la coopération bilatérale en ce domaine.

Une coopération au bilan mitigé, où les «échanges en matière d'architecture ne sont pas assez développés», selon un responsable de l'Association des architectes français à l'export (Afex), Laurent-Marc Fischer.

Au-delà de la coopération institutionnelle

et en matière de formation, entre les deux ordres nationaux des architectes et les écoles supérieures d'architecture des deux pays entre lesquelles une convention est en voie de signature, des projets concrets de coopération ne sont pas très nombreux. Il est seulement question de la participation d'agences françaises d'architecture et maîtrise d'œuvre à l'aménagement de la Baie d'Alger, la construction d'un siège d'une banque de droit algérien, voire la contribution à des projets privés.

En d'autres termes, la part des architectes et urbanistes français dans les projets architecturaux et urbanistiques lancés en Algérie est faible, voire absente.

A contrario, les compétences algériennes sont très actives sur le marché architectural français.

Néanmoins, les opérateurs français cherchent à compenser leur absence, dans le

contexte stimulant d'aisance financière dans notre pays. Cela même si aucun projet concret nouveau n'est annoncé. A charge, cependant, d'«apporter une plus-value», selon le président de l'Ordre national des architectes algériens, Khaled Benboulaïd, soucieux de l'intérêt de 9 000 architectes nationaux.

Selon Khaled Benboulaïd, il faut établir un diagnostic sur l'existant, tant le bâti que les maîtres d'ouvrage, et une sélection des intervenants. En précisant que ces rencontres franco-algériennes sont consacrées à la thématique «construire ensemble durablement».

Soit l'occasion pour la délégation de 35 ingénieurs et architectes français, conduite par l'Afex, d'échanger et de partager des préoccupations architecturales et en matière de développement durable et de moralisation du métier.

C. B.

## SPORT SCOLAIRE

## Un programme spécial pour la formation d'une élite

**Le programme sport scolaire devrait être renforcé, a déclaré, hier, M. El Hachemi Djar, ministre de la Jeunesse et des Sports. Il a, par ailleurs, recommandé que le bilan de ce programme soit élaboré loin de toute complaisance, afin de se hisser à un niveau d'élite.**

**F. Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Pour le ministre de la Jeunesse et des Sports, le programme en vigueur depuis une année au niveau de 30 wilayas devrait être élargi à d'autres régions pour la prochaine rentrée.

Appliqué actuellement au niveau des paliers moyen et secondaire, le programme sport scolaire gagnerait à inclure aussi le primaire, selon M. Djar.

Pour sa part, M. Boubekour Benbouzid, ministre de l'Education nationale, intervenant lors de la journée d'étude consacrée au sport scolaire, soulignera l'importance du programme tout en assurant qu'il sera doté des moyens nécessaires dans le cadre de la prochaine loi de finances.

«Le secteur de l'éducation est ouvert à toutes les initiatives émanant de celui de la jeunesse et des sports, les effectifs, comme les établissements qui ont les infrastructures nécessaires seront mis à contribution», a déclaré M. Benbouzid.

Le ministre citera, ainsi, les cas des établissements transformés en lycées sportifs, comme

cela est le cas pour des lycées à Oum-El-Bouaghi, Naâma et Blida. Ceci avec pour objectif d'arriver à un lycée sportif par wilaya.

M. Benbouzid, tout en précisant que 138 établissements d'enseignement secondaire seront livrés chaque année, proposera de réserver au secteur de la jeunesse et des sports un lycée par année.

Actuellement, 88 établissements sont concernés par le programme sport scolaire qui consiste en la création de classes et d'infrastructures spéciales au sein des établissements.

Le ministre de l'Education rappellera, par ailleurs, que le sport

est obligatoire dans le cadre de la réforme du secteur. Les spécialistes présents recommanderont, toutefois, d'assurer les mesures d'accompagnement pour la concrétisation du programme, à savoir une bonne alimentation au niveau des établissements et un suivi médical qui réponde aux normes.

Pour cela, expliquent les intervenants, les unités de dépistage scolaire ne sont pas suffisantes et recommandent l'intervention de praticiens spécialisés en médecine du sport. Il est aussi nécessaire d'arriver à assurer tous les élèves sachant qu'actuellement, seulement, 78 d'entre eux bénéficient d'une assurance.

F-Z. B.